

<https://ricochets.cc/Chronique-du-systeme-policier-francais-Fafland-justice-au-service-de-la-police-contre-insurrection-impunite-gentils-flics-de-la-mechante-repression.html>



# Chronique du système policier français : Fafland, justice au service de la police, contre-insurrection, impunité, gentils flics de la méchante répression...



Publication date: Lundi 3 avril 2023

- Les Articles -

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

**Le système policier est davantage que le bras armé de l'État et du Capital, c'est devenu un lobby puissant, un marché important (la-sécurité), un pôle consubstantiel et indispensable de la mégamachine.**

Le système policier est froid comme la mort et raide comme sa mission : terroriser, punir, surveiller, tuer, mutiler, humilier, détruire, soumettre... pour que la mégamachine qui ravage le monde continue sans obstacles, pour que les puissants zombies qui en bénéficient continuent à se gaver librement du sang de la Terre et des êtres qui la peuplent.

**Dès qu'un souffle de vie, et donc de révolte, réanime les peuples, le système policier met en branle sa mécanique de la terreur planifiée qui ne connaît aucune limite à l'abjection pour maintenir l'ORDRE, et les ordures bien en place.** Mais en toute « proportionnalité » et pour « défendre-la-démocratie » que diable !

Le système policier ne connaît aucune limite à l'abjection pour maintenir l'ORDRE

Le système policier, ses milices de flics ses juges et ses prisons, est un monstre sanguinaire, comme le système anonyme qu'il défend sans pitié et représente parfaitement tel un miroir. Et personne n'aime les monstres, tout le monde désire la fin de leur règne tyranique et meurtrier !

**L'ORDRE du système policier est celui de la mort industrielle planifiée** par le capitalisme et l'Etat qui préfèrent sauver l'Argent plutôt que la vie et la biosphère, sa devise est donc la même que celle des fascistes : « viva la muerte ! ». Cet ORDRE c'est celui du chaos total qui remplace la vie par des marchandises mortes et un appareil techno-industriel mondialisé.

**Le système policier, c'est le terrorisme et la mafia réunis,** une des pires engéances empoisonnées que la civilisation industrielle ait engendré dans ses entrailles d'acier.

Ce système est pire qu'un robot, car dans ce terreau putride les pires vices et sadismes humains peuvent se déployer, s'épanouir en grand, et contribuer à l'efficacité de sa mission archaïque et misérable. **Là où un système purement cybernétique atteindrait les limites de son programme, le système policier colle et s'adapte bien mieux à la « pâte » humaine qu'il doit pétrir et déchiqeter méticuleusement à la grenade.**

Le système policier ce sont des flics et des grenades payés avec notre argent, summum de la perversité et de l'absurdité. Qui oserait inventer un scénario de film d'horreur où les victimes financeraient leurs bourreaux et leurs armes ?!

**Le système policier est Cyborg, il fusionne le pire de la Machine et le pire de l'humain civilisé.**

Le démanteler fera partie de la délivrance.



**Chronique du système policier français : Fafland, justice au service de la police, contre-insurrection,**

impunité, gentils flics de la méchante répression...

## TÉMOIGNAGE ETUDIANTS EN GAV

" Attention je vais parler de choses dures , je préfère prévenir :

Lundi soir , avec des étudiant.es de l'université Condorcet et autres facs , on a tenté d'avoir une salle à occuper pour obtenir une autogestion de celle ci , et être comme la brèche de l'EHESS, un lieu politisé où des gens extérieurs pourraient venir pour différentes activités politiques. Il y a à peine eu le temps d'une photo de banderole et appel à une AG pour discuter de la suite des choses , que des camions de flics sont arrivés en 20 min .

Ça été tout de suite très musclé, ils sont arrivés presque à 30 a encercler les sorties , tentant de défoncer les portes, nous confinant dans une salle avec des armes imposantes pendant qu'un étudiant se faisait tabasser au visage et au corps au sol pour soi disant « l'immobiliser » . On s'est tous serré pour se protéger vu l'agressivité des flics , qui roulaient des mécaniques comme des cow-boys. L'étudiant tabassé saignait du nez, respirait mal et avait des traces de coups. Il était menotté jusqu'au sang , mit au coin de la salle et entouré de plusieurs flics comme si il était hyper dangereux.

A ce moment là ils ont dit alors que tous les gens avec papiers d'identité seraient relâchés, et ont violemment retiré les masques de personnes qui protégeaient leur identité. Les x ont été mis dans un coin , pendant que les flics se marraient en prenant des photos et vidéos avec leurs tels perso ( c'est illégal) , de tous les gens présents , en provoquant sans cesse et en humiliant les gens présents de « debiles » , « putains de gauchistes » . Des personnes auraient vu les Condés mettre les photos et vidéos dans des conv whatsapp , ( illégal évidemment, mais où est ce que ça atterri ? )

Finalement après une attente interminable, je ne sais même pas , environ vers 00h , après être arrêté a 20 h on nous emmène tous menotté ( menotté par deux pas de budget menottes visiblement , ! ) , On est tous entassé dans les camions , un ou deux étant assis les autres se cognaient aux portes , aucune ceinture. Ils démarrent et conduisent de façon bourrine, un miracle que personne n'ai été écrasé, plusieurs dans le camion ont été violemment projetés par les freinages brusques . Là on est presque une trentaine a attendre à l'accueil. A attendre de façon interminable... L'étudiant blessé souffre de douleur, il a du mal a tenir debout , on demande le médecin ou les secours à plusieurs reprises , évidemment ils s'en foutent...

Vers 2h ? 3h ? On voit tous enfin un flic , qui notifie le début de garde a vue . Sans notifier les droits. On demande tous la même avocate . Tous en gav , même ceux avec papiers d'identité ( ne croyez jamais les flics , vraiment) . Ils continuent de bluffer pour forcer les x restants , moins de 10 a donner leur identité, leur persuadant que le médecin ou l'avocate ne viendra pas si ils sont sous x ,et qu'ils sortiront jamais ( c'est faux bien sûr) . Le x on voit bien que ça les emmerde . Presque 8 x ça devient le bordel .

Les mecs cis et assignés mecs sont entassés a presque 16 dans une cellule pour 2 ... Ils crient,ils étouffent de chaleur , Ils crient pour un peu d'air . Rien a faire , un flic dira en amenant encore un autre , si « c'est un enculé » . Le reste on est dans l'accueil , certains ferment les yeux d'épuisement, on attend indéfiniment par terre , on a froid , on en peut plus .

**A nouveau ils nous prennent en photo illégalement pour s'amuser. On est traité de debiles , une personne reçoit des menaces de mort , il raconte alors s'être retrouvé plus tard seul avec un autre x dans une pièce où en groupe de mascus , ils fusent d'insultes , de menaces de mort , pour qu'il lâche son nom . Une personne craque en pleurs ...**

Moi « l'antisociale, qui a la haine des flics » , sacré avocate parce que je dement leurs bluffs ou sacré « igpn » parce que je les empêche de filmer , ( c'est incroyable ce mythe lol , l' igpn qui fait on rappelle, du classement sans suite ? Avec des familles qui vivent l'injustice depuis des années par leur faute ?) Je suis menotté après des clés de bras violentes parce que je m'énervais trop . Un camarade est chopé, étranglé et pris par tous les membres par plusieurs flics pour le prendre en photo de force...

Les mêmes qui brandissent des armes , rasées ,lbd gazeuses , disent que je suis trop agressive et qu'il faut me menotter.. choupi...

J'apprends par la suite que des copines ont entendu des blagues. « On va se les taper , » « je m'en violerais bien une » et plein de menaces de viol . Elles étaient terrifiés .

Le médecin ? Peut être vers 4h , il est blasé , il emmènera jamais un.e copin.e en sevrage sévère et le blessé à l'hôpital alors qu'il a signes un peu graves . Il nous regarde a peine en sortant. Vers 6 h après 10 min entasse dans une cellule avec tou.tes les assignés meuf où on gèle sur le sol , avec a peine la place pour plier les jambes , on nous fourre dans un camion , on nous sépare tous , surtout les x qui sont disséminés dans les comico . Il faut briser cette solidarité.

Dans le camion c'est l'horreur. Le chauffeur nous menace « fermez vos gueules bande d'encules , il est 6 h vous faites chier avec vos trucs de politique là ! » . On lui dit de se calmer il se passe rien , il s'énerve, il montre le poing « fermez vos gueules , fermez vos putains de gueules bande de salopes ! » . Un camarade rit nerveusement, il le menace « t' as quoi a rire toi ,le guignol , petit batard va » . Il essaye de s'en prendre à lui on gueule d'arrêter là. Bim , la porte s'ouvre, plein de flics armés hyper énervés. Les flics a l'arrière étouffent en plaquant les meufs derrière, un camarade se retrouve tiré plaqué et étouffé sur le sol , un keuf avec des yeux injectés de sang tabasse un mec , un réfugié de notre groupe , et en essayant d'empêcher les coups , il frappe un camarade près de moi , me gifle , tente de m'étrangler , et me cogne a plusieurs reprises la tête en arrière dans le camion . Après plusieurs hurlements de terreur, un flic arrive pour pousser le mec, dans ses yeux il voulait nous tuer presque... Pour lui dire « bon on se calme » ouais super . Calmez vous entre mascus ouais .

On arrive à Aubervilliers, et la on attend encore , on est enfin fouillé et mit en cellule vers 9h , miracle on a des petits lus , on a pas pu boire depuis 4h du mat ni mangé de la soirée . La petite Condé qui me fouille est toute naïve . Elle me dit que c'est un scandale ce qui nous est arrivé , ces menaces de viol tout ça elle est venue à police secours pour sauver les femmes ect. Elle veut me prouver qu'ils sont pas tous pareil , que ses collègues ok ils sont connards mais elle .. qu'on devrait porter plainte , que ça leur pose problème. Non désolé j'y crois pas . On a beau avoir une vision de sauvetage, elle va mieux sauver des femmes en sortant d'une institution raciste et mysogine, patriarcale. Oui hein acab c'est pas pour rien . Ça désigne l'institution policière . Les plaintes la blague . plus de 30 personnes ont été mutilés et d'autres meurent chaque année a cause de la police et les mecs retournent sur le terrain ....style Alexandre Mathieu hein le crs acquitté par la justice.

Quel luxe on a des couvertures propres et un matelas . Les x sont isolés , on dirait qu'ils croient qu'ils vont influencer les autres ...

L'avocate est toujours pas là , pourtant je sais que l'antirep a forcément été prévenue depuis l'arrestation vu les soutients . Vers 12 h on a nos auditions . Lopj m'agresse parce que je fais usage de mon droit au silence . Elle me menace , s'énerve , fait genre elle veut absolument m'aider . Vraiment un motif aussi stupide , on va sortir si on parle .. ( oui bah non je sais que c'est l'inverse). Alors elle me culpabilise en disant qu'on doit assumer ses erreurs. Les grands bandits eux ils parlent hein . Super rien a foutre . Où est mon avocate je demande. Ah elle viendra pas elle est en audience , faut attendre la fin de carence . C'est quoi encore que ce bluff de merde. Plus tard je remonterai et on me dira qu'elle viendra en fin d'aprèm . Les gens paniquent et désignent une autre avocate , les flics leur disent que faut designer un commis d'office, c'est illégal d'avoir le même avocat ( mensonge évidemment) . Bah oui comme ça un avocat qui connaît rien a la répression ...

Plusieurs personnes refusent les empreintes et la signalétique. On va demander au procureur Hein... Sauf que les empreintes forcées c'est pour les délits de plus de trois ans de prison pas de dégradation. Et là ouah surprise en a peine 2 h ils pondent un document qu'ils me montrent quand a mon tour je dis non aux empreintes . Le document est degeulasse , pas de signature,de tampon , une espèce de vieille photocopie.je le sens pas c'est louche . Je dis non . Plusieurs flics armés dont une opj me choppent par les bras , les cheveux, m'étranglent , me tirent jusqu'à la salle et me contorsionnent toutes les articulations pour me prendre en photo de force « espèce de débile , laisses toi faire » « sale gosse » et là c'est le defouloir de la journée. Tout le commissariat s'invite pour assister aux tordage d'articulations, mes hurlements de douleur « c'est du cinéma ,t' as pas mal fermes ta gueule » , et ils rigolent ,ils rigolent en me filmant . Des condés mettent une musique « eh collègue viens amène le taser , ça se mérite » , je hurle ,je hurle la douleur est a vomir . Mes doigts craquent , ils me coupent le souffle , me plient, me changent brusquement de clés de bras pour m'entendre hurler jusqu'à plus de voix . Ça rigole ça s'amuse. Un Condé teste ses prises de sport visiblement. Il dit a ses collègues hesiter a me péter les doigts et le poignet , alors que j'arrive même plus à les bouger . Je suis habituée à la douleur , mais j'ai envie de vomir tellement je pleure de douleur.

**Ils m' étouffent avec le coton tige , pour l'ADN ( ce n'est pas compris dedans ils en ont profité ) . La honte je me fais trainer en pleurs devant tous les flics et devant mes camarades en cellule , qui sont morts de peur . Ils rigolent , oh elle pleure . J'aurais jamais voulu craquer comme ça mais c'était trop .**

J'entends d'autres se faire trainer et hurler a l'aide. J'entends que des hurlements, des cris de douleur et je ne peux rien faire , a part gueuler et taper sur la porte en soutient . Ils sont tous jeunes . Ils rigolent , ils ont l'air de se retaper les vidéos . Les flics repassent et se marrent devant les cellules traitant les meufs de« tarés » en menaçant d'appeler l'hôpital psychiatrique. Un jeune étudiant se fait arracher les cheveux « sale tafiole t'es pas un homme a pleurer comme ça » .

Une autre étudiante a dit qu'elle s'est senti mal et a fait un malaise en audition . Ils l'ont traîne inconsciente dans les escaliers jusqu'e dans les cellules , sa tête frappant contre les marches....

Au final ils ont pris la signalétique de tout le monde alors que certains avaient leur papiers d'identité..

On finit par sortir toujours sans avocat de la gav a 18 h , après qu' une autre opj sermonne sur les x et le droit au silence « j'espère que vous aurez pas affaire a la police pour des histoires de viol ou de violences conjugales hein tsss » . Lol il y a 100 meufs qui meurent chaque année a cause de mecs et plus encore qui se font violer sans que ça change quoi que ce soit , certains mecs sont même blanchis ( surtout les flics ) ...en gros les meufs soyez dociles et on vous aidera peut-être

L'affaire est floue. Il y a menace d'enquête, et de convocations futures. J'apprends par la suite que le document du procureur était évidemment un faux . Que les pompiers ont forcé une personne a donner son identité et balancé les infos confidentielles de son transport a l'hôpital aux condés ( c'est aussi illégal voilà voilà )

Des affaires ont été perdu et les flics ont refusé de redonner les clés à une des personnes

**Donc pour résumer , explosion de violences et de vices de procédure , menace de morts , viols , violences envers des meufs , psychophobie , homophobie , en gros c'était fafland , alors vraiment vous pensez que des meilleures formations aideront pour les affaires de violence conjugale, ou de viol par exemple ? C'est comme demander de l'aide a des partisans du gud... ce qui nous est arrivé arrive à plein de gens dans les quartiers populaires ou à des personnes sans papiers . Il faut dénoncer encore et encore puisque des gens croient a la propagande que la police protège**

La police n'est pas reformable . C'est une institution violente , raciste , machiste , psychophobe , validiste, ect . La

police de gauche ça n'existe pas et ça n'existera jamais."

(post de CND)



Chronique du système policier français : Fafland, justice au service de la police, contre-insurrection, impunité, gentils flics de la méchante répression...

## RÉPRESSION : LE RÔLE DE LA JUSTICE, MAJEUR ET TROP PEU DÉNONCÉ

- **Violences policières, arrestations arbitraires, répression des opposants : la justice responsable**

A mesure que la rue gronde, que le peuple se soulève, que le feu se répand, se déchaîne la violence de l'Etat. Celle d'un Etat qui ne tient plus que par sa police, par la terreur qu'elle instaure et par les coups qu'elle donne. Mais cette police ne tient pas seule, elle est soutenue, protégée, et même encouragée. Derrière elle, discrète et sournoise, la justice est là, prête à tout pour soutenir un système qui n'attend plus qu'à s'effondrer.

En admettant de manière tout à fait illégale une présomption de légitime défense pour les policiers violents ;

En se taisant face aux rafles arbitraires de jeunes manifestant-es, souvent mineur-es, enfermés-es, privés-es de liberté et de dignité dans les commissariats ;

En reconduisant volontairement des gardes à vue pour les militant-es qui refusent de plier face aux menaces et aux pressions policières ;

En criminalisant la lutte politique, et faisant le choix de juger des infractions politiques en comparution immédiate, procédure accélérée qui n'est pourtant pas applicable aux délits politiques selon le code de procédure pénale ;

En décrédibilisant et en méprisant, en salle d'audience, celles et ceux qui mettent leur vie et leur corps en péril pour protéger les droits sociaux et les libertés de tou-tes ;

En condamnant, sans preuve, des militant-es, en les enfermant, en les perquisitionnant, en les surveillant, en les fichant...

**La justice est complice et actrice de la violence de l'Etat. Coupable elle-même de violences et de mépris de classe. C'est une violence moins visible, moins immédiate que les tir de LBD et les grenades. C'est une**

**violence à huis clos, à l'abri des regards, dans les salles d'audience. Une violence sans fracas ni sang, sans cris ni coups, mais qui brise et terrorise tout autant que les matraques.**

Le soulèvement des Gilets Jaunes n'aurait pas été écrasé sans les dizaines de milliers de gardes à vue, les milliers de procès et les centaines de peines de prison ferme délivrées par les magistrats. Les luttes sociales en cours ne seraient pas entravées sans les enquêtes à charge, les comparutions immédiates et les peines pour l'exemple. A Nantes comme à Besançon, des juges viennent de condamner des manifestants à 3 ans de prison ferme, pour des prétendues « violences » sur des policiers, pendant que la BAC et la BRAV terrorisent en toute impunité.

**Cette justice est au service du pouvoir.** Elle n'a jamais été indépendante, elle se met ouvertement au service de la police. La déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 qui figure dans notre constitution actuelle prétend garantir le principe de séparation des pouvoirs, et impose à l'institution judiciaire d'être indépendante vis à vis des pouvoirs exécutif (le gouvernement) et législatif (les parlements), sans quoi plus rien ne nous protège de la tyrannie. Pure fiction. Michel Foucault le soulignait il y a 40 ans : « la justice est au service de la police, et non l'inverse ». Elle valide et légitime sa répression.

**Alors aux magistrat-es qui continuent de regarder à côté, qui font mine de jouer leur rôle dans le spectacle d'un « Etat de droit » qui n'a jamais été autre chose qu'une invention abstraite ... Regardez votre sinistre besogne, refusez d'obéir. Dans le cas contraire, vous aurez choisi votre camp et l'histoire en jugera.**

Quant à nous, de la même manière que nous protégeons nos corps des armes de la police, protégeons notre liberté des attaques de l'institution judiciaire. Partageons les bons réflexes d'autodéfense face à la justice.

(post de Contre Attaque)

## **Autopsie des techniques policières et journalistiques pour maquiller les violences policières**

- ▶ [Autopsie des techniques policières et journalistiques pour maquiller les violences policières](#) - La récurrence des violences policières a obligé les policiers et certaines rédactions journalistiques à la botte de la préfecture à développer des techniques pour masquer la violence manifeste des pandores. Voici quelques-unes de ces techniques.

## **Nombreuses violences d'Etat à Ste Soline et durant les manifs contre la "réforme" retraites**

- [La police se déchaîne sur les personnes isolées après la manifestation !](#)
- [Jeudi 30 mars 19h : rassemblements contre l'Etat et sa violence, pour l'eau bien commun et pour les retraites - Dissolution du gouvernement](#)



**Chronique du système policier français : Fafland, justice au service de la police, contre-insurrection, impunité, gentils flics de la méchante répression...**

« Dans les stades, dans les rues, comme dans les champs... La police mutilé, la police assassine »

Superbe message de soutiens aux luttes en cours (réforme des retraites et Sainte Soline) des Ultras de Saint Étienne.



**Chronique du système policier français : Fafland, justice au service de la police, contre-insurrection, impunité, gentils flics de la méchante répression...**

## **DIVERS :**

- [A propos de la répression du carnaval 2023](#) - La police interrompt violemment le carnaval de la plaine
- [Sainte Soline : l'agro-industrie et l'Etat prêts à tuer pour défendre le business du maïs](#)
- [Sainte-Soline : l'ampleur de la répression policière mise en cause](#)
- [Lettre ouverte au procureur 11/12/13/2022](#) - Un procès inique qui exonère un CRS coupable d'avoir mutilé un manifestant !  
Un procureur qui réclame 2 à 3 années de prison avec sursis, 5 ans d'interdiction de ports d'armes et qui ne fait pas appel de l'acquiescement .
- [Bilan de la répression suite à la manif du 19 janvier contre la réforme des retraites](#) - Régulièrement présenté comme l'anti-Lallement par la presse bourgeoise, le nouveau préfet de police de Paris a démontré jeudi 19 janvier toute la violence qu'il comptait utiliser contre les manifestant.e.s.
- [La « guerre au terrorisme » et les nouvelles armes contre-insurrectionnelles](#) - Les techniques contre-insurrectionnelles mises en place par les États ont une longue histoire et ont donné lieu à des collaborations transnationales. Au cours des années 2000, on assiste à un nouvel âge des mesures de contre-insurrection du fait de la guerre au terrorisme menée après les attentats du 11 septembre. Dans Terreur et séduction. Une histoire de la doctrine de la guerre révolutionnaire (Editions La Découverte, 2022), Jérémy Rubenstein revient sur cette histoire des méthodes contre-insurrectionnelles, en tant de guerre comme en temps de paix, et montre notamment comment a évolué la prise en compte des relations avec les populations civiles ainsi que les usages de la justice et du droit, qui prolongent et complètent les actions militaires.
- [Solidarité avec le camarade incarcéré en détention provisoire](#) - Une trentaine de personnes ont été arrêtées lors de la manifestation massive du 31 janvier, malheureusement trop calme dans l'ensemble malgré quelques affrontements avec les flics et quelques casses. Une grande partie des interpellés ont vu leurs GAV prolongées et il y a eu plusieurs déferrements les 2 et 3 février. (...) Oui, c'est gênant de dire en public que l'on a



régulièrement recours à la torture pour soumettre des individus. Oui, c'est gênant de confronter ces petits bourgeois en robe noire à la réalité de la violence qu'ils perpétuent et assèment au quotidien. Bien pire que gênant, c'est à vomir. (...)

- [Les tentacules de l'État nous ensèrent / Résistons Ensemble no 209](#) - Bulletin no 209 du 08 février 2022, du réseau Résistons Ensemble. Formé en 2002, Résistons Ensemble a pour but d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto organisation.
- [Petite recension des derniers dispositifs de surveillances électroniques mis en place par l'État](#) - En réaction à la manifestation de Sainte-Soline contre les méga-bassines en octobre dernier, Gérard Darmanin dénonçait « des modes opératoires qui relèvent de l'écoterrorisme ». Que le ministre de l'Intérieur assimile publiquement une lutte écologique à du « terrorisme » n'a rien d'anodin, il s'agissait certainement de préparer les esprits aux probables opérations répressives à venir. Evidemment, la mobilisation du vocable de l'antiterrorisme n'opère pas seulement sur les perceptions du citoyen, elle annonce et autorise aussi le déploiement de ses méthodes et techniques sur le plan judiciaire et extra-judiciaire comme le renseignement intérieur. En terme de surveillance, par exemple, la qualification « terroriste » permet notamment de s'affranchir de nombreux garde-fous et de mettre en place des dispositifs de géolocalisation, de captation d'images ou de conversations qui seraient normalement considérés comme attentatoires à la liberté publique et politique et donc illégaux. Ces dernières années, un certain nombre de ces dispositifs visant des mouvements ou des groupes politiques ont été découverts fortuitement. En voici une recension et un inventaire certainement non-exhaustifs.
- [« J'ai des doutes sur ses intentions ». Au procès d'un manifestant contre la réforme des retraites le 13 février](#) - Depuis le début du mouvement contre la réforme des retraites à Lyon, on compte une petite trentaine de jeunes gens passés par la case garde-à-vue. Ce lundi, se tenait la comparution immédiate de Gaëtan, étudiant-photographe arrêté avec d'autres lors de la manifestation du 11 février. Compte-rendu du procès.+
- [14 ans après, nous sommes toujours là !](#) - Le 17 février 2023, nous venons d'apprendre par voix de presse la décision du tribunal administratif de condamner l'État à indemniser Joachim suite aux blessures qui lui ont été infligées, il y a maintenant 14 ans.
- [Quand la justice de classe s'attaque aussi aux antifas marseillais ... Soutien aux 3 du Prado, et aussi à tou-te-s les autres !](#) - Quand la justice de classe s'attaque aussi aux antifas marseillais ... Soutien aux 3 du Prado, et aussi à tou-te-s les autres !
- [Soutien aux personnes inculpées pour le sabotage de mâts de mesure éoliens](#) - Plusieurs personnes ont été placées sous contrôle judiciaire avec obligation de verser une caution de 120 000 euros, pour sabotage de mâts de mesure éoliens. Elles ont fait appel de cette mesure, dont audience se tiendra le 9 mars prochain au tribunal de Limoges. Un collectif de soutien s'est créé.
- [Procès de l'affaire de la caserne Jourdan](#) - Le procès de l'incendie des véhicules de gendarmerie de la caserne Jourdan à Limoges aura lieu le 28 février 2023 à 8 h 45 à la Cité judiciaire de Limoges, place Winston-Churchill.
- [Tout pour l'armée, les flics et le contrôle, Rien pour les retraites, le chômage et la santé...!](#) - Dans un contexte de crises sociale, sanitaire et climatique, le gouvernement passe en force ses réformes RSA, chômage et retraite au profit de l'armement et du contrôle (tract distribué pendant les manifs contre la réforme des retraites).
- [Mort de Rémi Fraise : l'État condamné](#)
- ["La caméra les gars, la caméra elle tourne" : Quand la police avoue avoir matraqué un manifestant pour le faire taire](#)
- [Lutte antinucléaire à Bure : une personne mise en examen](#)
- [Affaire du 8 décembre : l'État attaqué en justice pour atteinte à la dignité humaine](#) - Deux inculpé.es de « l'Affaire du 8 décembre » attaquent l'État en justice suite aux conditions inhumaines de leur détention provisoire. Témoignage à l'appui.



Chronique du système policier français : Fafland, justice au service de la police, contre-insurrection, impunité, gentils flics de la méchante répression...

## 1 RÉMI FRAISSE : 46.000 EUROS, LE PRIX D'UNE VIE SELON LA JUSTICE

- Justice : « responsabilité sans faute » de l'État et « imprudence fautive » du jeune écologiste tué par la gendarmerie

**Rémi aurait 29 ans aujourd'hui. Sa mort constitue un tournant politique majeur. Le 26 octobre 2014, au matin, le corps du jeune écologiste de 21 ans est retrouvé, tué par l'explosion d'une grenade de la gendarmerie. Une munition « offensive », composée de TNT.**

Toute la nuit qui vient de s'écouler, des dizaines de grenades et de balles en caoutchouc ont été envoyées sur quelques grappes de manifestant-es écologistes qui défendent les ressources en eau. L'actualité montre aujourd'hui à quel point ils et elles avaient raison.

**Après la mort de Rémi en 2014, il n'y a pas eu de sursaut collectif contre les violences policières. C'est un tournant historique : au lieu de calmer le jeu, le gouvernement de François Hollande choisit la force. Il interdit les manifestations en hommage au jeune écologiste. Les villes sont mises en état de siège. Rennes, Nantes ou Toulouse sont occupées, plusieurs samedis d'affilée, par des dispositifs de centaines d'uniformes, appuyés par des hélicoptères.**

Tout est fait pour réduire à néant les protestations, étouffer les braises. La gauche syndicale et associative est aux abonnés absents.

**Les gouvernants comprennent à ce moment là qu'ils peuvent tuer un opposant politique sans provoquer de soulèvement, sans réaction massive. Depuis, il y a eu la Loi Travail, les Gilets Jaunes, des mobilisations sociales, écologistes, ou pour défendre les libertés : toutes réprimées avec une férocité extrême. Les mains arrachées, les yeux perdus, les blindés dans les rues, les trous dans les visages, les armes de plus en plus**

**dangereuses... La mort de Rémi est un palier dans la montée des violences d'État en France.**

Et ce crime d'État reste impuni, malgré le combat acharné de la famille du jeune homme. 9 ans plus tard, aucun gendarme n'a été condamné, et aucun ne le sera jamais. Les voies de recours pénales sont épuisées, alors que sa famille pleure toujours la disparition.

À l'automne 2021, le tribunal administratif de Toulouse, saisi par la famille, admettait la responsabilité de l'État. Contrairement à la procédure pénale, cette procédure n'attaque pas un ou des individus, par exemple le tireur de grenade ou sa hiérarchie, mais une institution, à savoir l'État. Aucun gendarme n'a été poursuivi, mais ce tribunal reconnaît quand même que les institutions sont « civilement responsables des dégâts et dommages » cette nuit-là. Les magistrats appellent cela une « responsabilité sans faute ». Un jugement en demie teinte.

**Comble de l'horreur, le tribunal souligne alors qu'il y a « une imprudence fautive commise par la victime de nature à exonérer partiellement l'État de sa responsabilité ». En clair, une personne tuée ou mutilée dans une manifestation l'a « un peu cherché », puisqu'elle était là. Elle n'avait qu'à rester chez elle.**

La famille a fait appel, et le jugement final de toute cette affaire vient d'être rendu, en février 2023, 9 ans après les faits. Le tribunal confirme la « responsabilité sans faute » de l'État, qui devra indemniser la famille de Rémi Fraisse pour « préjudice moral ». 46.000 euros. Sur quelle base ? Avec quel barème ? Mystère.

Les juges estiment que Rémi était « non violent » face aux gendarmes mais qu'il « s'est délibérément rendu sur les lieux des affrontements », et qu'il a donc commis une « imprudence » qui le rend co-responsable de sa mort. Les torts sont « partagés » entre la victime et l'État.

C'est la fin du droit de manifester. Manifester est officiellement considéré comme un « risque » et une « imprudence » et la violence d'Etat est par principe justifiée

**Ces mots et cette décision sont gravissimes. Une haute instance de justice française écrit noir sur blanc que les manifestant-es s'exposent à la mort, et qu'ils et elles doivent en être conscient-es. C'est la fin du droit de manifester. En démocratie, et les autorités sont tenues de garantir ce droit. Avec cette décision judiciaire, tout l'inverse est officialisé. Manifester est officiellement considéré comme un « risque » et une « imprudence » et la violence d'Etat est par principe justifiée. Ses victimes sont par principe coupables, au moins en partie, d'être simplement là.**

Rémi est donc reconnu à titre posthume responsable à 20% de sa propre mort, et l'État à seulement 80%. Le défunt a défendu la nature. Il voulait que l'eau soit considérée comme un bien commun. L'État a fixé à 46.000 euros le prix de sa vie et de son engagement.



Chronique du système policier français : Fafland, justice au service de la police, contre-insurrection, impunité, gentils flics de la méchante répression...

## « ÉQUIPES DE LIAISON ET D'INFORMATION » : LES « GENTILS FLICS » AU SERVICE D'UNE MÉCHANTE RÉPRESSION

Connaissez vous les ELI ? Non ? C'est normal, c'est nouveau. Il s'agit des « Équipes de liaison et d'information » de la police. Des flics en civil qui bossent avec les syndicats avant et pendant les manifestations pour que « tout se passe bien » et se présentent comme des gentils. Officiellement, il s'agit de créer un « dialogue » entre la préfecture et les organisateurs de manifestations, sur le modèle de la police allemande. En réalité, ce sont des auxiliaires d'une répression ultra-violente. Mais comme ils ont l'air sympa, ça va.

Les ELI étaient à Nantes mardi 31 janvier, et ça s'est très mal passé. Explications :

Avant la manif, pendant que des flics armés et cagoulés contrôlaient tout ce qui ressemblait à des manifestants « jeunes » ou « radicaux », et arrêtaient préventivement plusieurs personnes, ces ELI discutaient avec les représentants syndicaux. Le but affiché ? « Prévenir les débordements ». Bref, « c'est pour votre bien », celui des manifestant-es.

Cet épisode de concertation, photographié par un de nos reporters, est passé presque inaperçu vu la densité de la foule. Au moment du départ, un militant en chasuble de la CFDT vient s'adresser au cortège jeune : « Surtout, avancez vite devant et ne vous arrêtez pas ». Un conseil étonnant, d'habitude, les organisateurs veulent que le rythme ne soit pas trop rapide. Ou alors, souvent, ils râlent parce qu'ils voudraient prendre la tête d'un cortège inoffensif. En réalité, un piège se préparait. Au bout de quelques centaines de mètres seulement, alors qu'il ne se passait rien, le cortège est coupé en deux.

Des lignes de CRS agressives séparent la tête du cortège en cognant tout ce qui bouge. Visiblement, le « deal » passé avec les ELI était d'isoler et d'écraser le cortège de tête dès le début. L'opération a failli marcher. Tout le monde a été pris par surprise, par derrière.

Heureusement, l'avant du cortège s'est défendue et a réussi à sortir de l'étau pour raccrocher avec la grosse manifestation. Mais avec plusieurs blessé-es. Et si cela n'avait pas marché ? Une nasse géante, des dizaines d'arrestations ? Et l'énorme cortège syndical bloqué à peine démarré ?

Car le comble, c'est que l'attaque policière a stoppé net le parcours officiel, engorgeant la rue de dizaines de milliers de personnes qui affluaient derrière, créant ainsi des tensions. Les policiers n'ont pas fait de distinction et des syndicalistes en chasuble CGT ont reçu des coups.

Les ELI et leurs donneurs d'ordre cherchent à écraser la contestation

**En résumé, derrière une volonté affichée de « dialogue », ces ELI sont une branche de la contre-insurrection.** Hier, il s'agissait d'en finir avec le cortège de tête nantais. Quitte à provoquer une forte tension dès le début de la manif, alors qu'il ne se passait rien. **Ces ELI et leurs donneurs d'ordre ne cherchent pas à ce que ça se passe « bien », ils cherchent à écraser la contestation.**

Après cet épisode, les responsables syndicaux nantais se rendront-ils compte qu'ils se sont fait manipuler, avant les prochaines grosses manif ? Vont-ils travailler poliment avec ces envoyés de la préfecture qui cherche à attaquer la jeunesse et éliminer tout ce qui sort du cadre inoffensif souhaité par les autorités ?

**Rappelons aux directions syndicales que les droits sociaux ne se demandent pas poliment à un pouvoir qui ne cherche qu'à nous asservir.**



**Chronique du système policier français : Fafland, justice au service de la police, contre-insurrection, impunité, gentils flics de la méchante répression...**

## **4 MARSEILLE : JETÉS EN PRISON SANS PROCÈS POUR S'ÊTRE OPPOSÉS AUX FASCISTES**

Le 2 février 2023, lors d'un rassemblement d'une centaine de personnes contre l'ouverture d'une permanence du parti d'extrême droite « Reconquête » présidé par Éric Zemmour, la préfecture de Marseille a envoyé ses chiens de garde protéger les fascistes.

Présentes en masse, les forces du (dés)ordre ont violemment chargé les manifestant-es sans motif apparent et interpellé trois d'entre eux, dont le plus jeune n'a que 19 ans. Immédiatement placés en garde à vue pendant 48h, puis déférés au tribunal devant le Procureur et le Juge des libertés et de la détention, ce dernier les place arbitrairement en détention provisoire à la prison des Baumettes en attente de leur procès fin février. Les chefs d'accusation : les désormais très classiques « violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique » et « groupement en vue de préparer des violences », une infraction qui permet d'enfermer n'importe qui sans qu'aucune réelle infraction matérielle n'ait été commise !

Un mois de détention sans procès pour trois manifestants qui ne faisait rien d'autre qu'exprimer leur indignation face à l'extrême droite, en faisant usage de leur liberté fondamentale d'expression et de manifestation ! Une décision gravissime et complètement disproportionnée au vu des faits reprochés.

Rappelons que la détention provisoire se veut, selon le code de procédure pénale, comme une mesure exceptionnelle pour répondre à des risques certains de réitération de l'infraction, ou encore de trouble à l'ordre public, [et se doit d'être PROPORTIONNÉE à la gravité des faits reprochés !](#)

À l'heure où notre gouvernement de malfaiteurs prône la présomption d'innocence à chaque accusation criminelle, trois manifestants se retrouvent enfermés pour s'être simplement rassemblés et avoir élevé la voix contre l'extrême droite !

**Une démonstration flagrante de l'accointance entre l'État et l'extrême droite, et de la violence judiciaire à l'encontre des militant-es antifascistes... Un comité de soutien des camarades en détention provisoire appelle à la libération immédiate des « 3 du Prado ».**

**La justice une fois de plus complice de l'extrême droite et de la barbarie policière... Qui peut encore parler d'état de droit ?** Une audience pour une demande de mise en liberté a lieu ce jour, mercredi 8 février.

LIBERTÉ POUR LES 3 DU PRADO !

Les images des arrestations : <https://www.facebook.com/groups/1865353873721850/permalink/3473933252863896/>  
Le communiqué sur Mars-Info : <https://mars-infos.org/l-antifascisme-n-est-pas-un-crime-6819>

## **– REPORTAGE DESSINÉ : JUSTICE DE CLASSE CONTRE UN MANIFESTANT NANTAIS**

Lundi 13 février, un manifestant arrêté samedi passait en comparution immédiate après plus de deux jours en cellule. Un exemple de justice de classe.

Le jeune homme comparait blessé au visage et sur le corps après avoir été violenté par la police. Il est jugé de manière expéditive pour des soupçons de dégradations et lourdement condamné pour deux coups de pied dans une baie vitrée. La procureure utilise même la présence de soutiens dans la salle d'audience comme un élément de culpabilité, visant à prouver qu'il fait partie d'un « black bloc » !

En cas de garde à vue :

- ; Ne déclarez rien en dehors de votre identité, vous avez le droit au silence
- ; Exigez un avocat et un médecin, vous en avez le droit
- ; Refusez la comparution immédiate

▫ Préparez en amont des garanties de représentation (attestation de domicile, contrat de travail, certificat d'étude) qui vous seront utiles au tribunal

► le reportage :

<https://www.facebook.com/contre.attaque.media/posts/pfbid02sF3Vtadjnrpzb6QypxpLTHRkvX6q86vAT7ZVikqhnRA2MB3tEU5yBbm1VDffuKol>



Chronique du système policier français : Fafland, justice au service de la police, contre-insurrection, impunité, gentils flics de la méchante répression...

## —PLUSIEURS MOIS D'ENQUÊTE POUR TRAQUER DES DÉGONFLEURS DE SUV

**Les SUV et autres 4X4 sont partout. Laid, dangereux, ridicules en ville, ils sont surtout le symbole du désastre écologique et de la décadence capitaliste.**

Alors que le chaos climatique est là et que l'urgence est de ralentir l'économie et de stopper la croissance, les achats de ces véhicules énormes et beaucoup plus lourds que les voitures classiques explosent. En Europe, 42% des voitures vendues sont des SUV. Aux Etats-Unis, c'est plus de la moitié. En Chine aussi, la bourgeoisie se rue sur les SUV pour montrer sa richesse.

Alors que les voitures classiques polluent un peu moins, grâce aux progrès techniques sur les moteurs, l'arrivée de ces gros véhicules provoque la tendance inverse. C'est à ces véhicules que l'on doit la totalité de l'augmentation de la consommation de pétrole pour la circulation des voitures, soit 3,3 millions de barils par jour. En terme de CO2, les SUV et 4X4 sont responsables de l'augmentation de 500 millions de tonnes d'émissions de carbone entre 2010 et 2018. Et bien d'avantage encore ces 5 dernières années. C'est plus que l'industrie, c'est plus que les poids lourds, c'est plus que les avions, plus que les cargos. Les SUV sont la deuxième cause de l'augmentation mondiale du carbone sur la décennie !

**Tout ça pour que la moyenne bourgeoisie urbaine puisse montrer qui a la plus grosse.**

Face à ce désastre, il y a de petites résistances. Des anonymes dégonflent les pneus de SUV, et signent leur action avec un petit papier sur le pare-brise : « Votre SUV tue ». L'action paraît bien dérisoire, étant donné la situation, pourtant elle a déclenché les grands moyens policiers. En octobre 2022, un couple opérait à Saint-Cloud, et dans d'autres communes des Hauts-de-Seine, fiefs de la grande bourgeoisie parisienne qui vote bien à droite. **Les propriétaires de SUV ont porté plainte. Et contrairement aux violences sexistes, les flics ont tout donné pour mener l'enquête.**

« Analyse de compte twitter, exploitation de vidéosurveillance et bornage des téléphones, la police a remonté le fil et pu ainsi identifier les auteurs » écrit France 3. Les dégonfleurs qui viennent d'être convoqués encourent « 2 ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende » écrit le même média. Bizarrement, il n'y a pas la même ténacité pour enquêter sur les violences policières ou les fraudeurs fiscaux.

Ces moyens d'enquête ont mobilisé des équipes d'officiers et des magistrats pendant des mois. Ça c'est de la dépense utile !

Rendez-vous compte. Des bourgeois sont allés déposer plainte parce que leur monstre a un pneu à plat et un tract sur le pare-brise, et la réaction des agents n'est pas de les renvoyer chez eux en les ridiculisant, mais de s'aplatir. **La justice au service de riches pollueurs de Saint-Cloud. Les bourgeois utilisent la police et la justice comme leurs domestiques.**

A chaque fois que les droitards geignent sur les « taxes » et la « dépense publique », rappelez toujours les milliards d'euros dans la police et l'armée. Les sommes folles dépensées pour surveiller des écolos avec des moyens antiterroristes, les dizaines de milliers de grenades, les primes pour les CRS ... Ou encore les enquêtes pour des pneus dégonflés.



**Chronique du système policier français : Fafland, justice au service de la police, contre-insurrection, impunité, gentils flics de la méchante répression...**

**PRÈS DE LENS : ENCORE UNE FREE PARTY SOUS LE FEU DE LA RÉPRESSION**



- Lacrymogène, LBD et arrestations contre une fête bien organisée -

Une énorme Freeparty s'est déroulée le week-end dernier près de Lens, au niveau d'une friche industrielle de la ville. Les festivités ont débuté dans la nuit du vendredi 24 au samedi 25 février 2023 à Loison-sous-Lens, et pour l'occasion c'est un complexe de hangar désaffecté qui est réquisitionné par les organisateurs de la rave clandestine. À l'intérieur on pouvait retrouver pas moins de 6 grands murs de son devant lesquels entre 1500 et 2000 teufeurs ont dansé tout le week-end.

Les organisateurs avaient pourtant bien balisé le site pour que la fête se déroule dans des conditions optimales. Un plan montrait les différentes zones accessibles et celles qui ne l'étaient pas, un accès dégagé pour les secours et un stand de réduction des risques en soirées étaient même prévus ! Cela n'a pas empêché les forces du désordre de venir dès le vendredi soir pour embêter les teufeurs qui arrivaient par centaines, en leur bloquant l'accès au site.

**Le samedi les flics mettent les bouchés doubles et consolident leur emprise sur le lieu de la fête. Ce n'est pas moins de 200 agents qui seront mobilisés sur place. En effet, selon des témoignages, des participants ont essayé de rentrer par tous les moyens possibles. Les flics préféraient voir les participants se mettre en danger en essayant d'accéder au site plutôt que de les laisser rentrer par les accès principaux, encore une fois on voit que la police est là pour protéger et servir...**

Aux alentours de 11h30 le dimanche, les organisateurs entament collectivement une pause pour nettoyer le site sur fond musical. Oui, le monde de Freeparty est un monde d'autogestion temporaire et avec de fortes valeurs sociales et écologiques.

Vers 16h30 la préfecture ordonne l'évacuation du site immédiatement et manu militari ! L'ordre n'est que partiellement communiqué aux participants et aux organisateurs, ce qui donne lieu à plusieurs scènes d'incompréhension. Selon les témoignages recueillis sur place, plusieurs personnes auraient été forcées de quitter les lieux sans même prendre le temps de se reposer, et les flics ordonnent même à certain-es de prendre leur voiture même s'ils sont en état d'ébriété ou de laisser la voiture sur place sans qu'elles puissent récupérer leurs affaires...

Toutes ces scènes conduisent les teufeurs à se questionner sur les méthodes d'évacuation, une foule se forme devant les CRS qui sont en position devant les accès des hangars. Verbalement et par leur nombre, les fêtards font trembler les forces du désordre qui n'hésitent pas une seconde à charger, gazer et tirer dans le tas, sans distinction. Plusieurs personnes sont touchées par des tirs de LBD. Des barricades se montent devant les accès du site à l'initiative des participant-es pour soutenir les organisateurs qui appelaient, eux, au dialogue et à la désescalade.

Les CRS répliquent avec d'autres tirs de LBD et des jets de grenades de désencerclement. Ils procèdent même à une dizaine d'interpellations. N'oublions pas que c'est le même genre d'armes qui a amputé un teufeur à Redon deux ans plus tôt... Les forces de l'ordre finissent par prendre le contrôle du site. Les organisateurs se font une nouvelle fois saisir leur matériel.. Deux dépanneuses sont réquisitionnées par la préfecture pour emmener les véhicules restant sur place, bien que ce soient les flics à avoir forcé les participant-es à partir sans leur permettre de s'assurer de leur capacité à conduire. Alors les derniers participant-es sur place bloquent la route pour empêcher les dépanneuses d'atteindre le site. Après quelques négociations la tension redescend et un dialogue sensé se construit enfin. C'est la fin de la fête. Plusieurs personnes ont été placées en garde à vue et les organisateurs de la fête sont « recherchés » par les autorités.

**Voici comment notre gouvernement traite avec la jeunesse et les cultures alternatives. Quel message envoie-t-on à notre jeunesse qui se fait violenter pour le seul fait de se mobiliser (comme lors des récents blocus lycéens) ou de faire la fête ? Tout est fait pour soumettre la jeunesse, que l'on a privée d'avenir stable et de planète vivable, et à qui on refuse tout simplement le droit de vivre librement.** Nous devons garder le cap et maintenir ces événements éphémères pour prouver à notre gouvernement que malgré les attaques nous serons toujours là pour faire vivre ses différents mouvements !

## **FICHE S : LA FABRIQUE DE L'ENNEMI INTÉRIEUR**

**La scène a eu lieu samedi 25 février, au salon de l'agriculture. Macron s'est offert un show médiatique de**

plusieurs heures entre les bovins et les fromages, pour régurgiter face aux caméras tout son mépris du mouvement social en cours et tous ses mensonges pour reculer l'âge de la retraite. Un storytelling assez pathétique, puisque Macron était seul. Seul, entouré d'une nuée de micros et de journalistes, ainsi que d'un essaim de super-flics en costards. Il fallait au moins ce cordon pour le confiner des visiteurs lambdas, qui étaient nombreux à le détester.

Malgré sa sécurité, de nombreuses personnes ont interpellé ce convoi présidentiel, sur les retraites ou l'écologie. Une scène a marqué la journée : un jeune militant du collectif Dernière Rénovation, Jérémy, a essayé de s'approcher en criant : « Le plan de rénovation thermique, M. le président ! ».

Une provocation insoutenable à l'égard du roi. Simplement parler d'isolation des logements pour économiser de l'énergie a suscité un déchaînement de violence de la part de la garde rapprochée de Macron. « Il n'a pas eu le temps de dire autre chose. Ils lui ont sauté dessus » raconte un témoin. Il raconte qu'un agent des GSPR, le « Groupe de sécurité de la présidence de la République » a « commencé à s'avancer, il est devenu rouge, on sentait la haine ». Le flic s'est déchaîné, a attrapé le jeune écolo par les cheveux avant de l'étrangler et de le faire disparaître dans la foule. L'attitude du milicien a même choqué les journalistes les plus soumis.

Qu'est-ce que c'est, le GSPR ? À la base, le GSP - Groupe spécial de Protection - est créé en 1943 par le régime de Vichy, pour protéger le chef du gouvernement pétainiste, Pierre Laval. Après guerre, c'est une milice qui assure la sécurité du général de Gaulle, avec des services officiels et des mafieux du SAC, le Service d'Action Civique, les barbouzes du général connus pour leur violence. Sous Mitterand, le GSPR sert à protéger la fille cachée du président. Bref, des super-flics bien payés qui sont une garde prétorienne du cercle rapproché du président et éloignent le bas peuple.

Depuis deux jours, pour justifier la violence du salon de l'agriculture, plusieurs médias répètent que le jeune écolo violenté est « fiché S ». Une info bien évidemment transmise aux médias par les autorités, pour salir la victime. L'extrême droite et les militants macronistes relaient partout ces articles, pour dire que le jeune écolo l'avait bien mérité. Et que s'il était « fiché S », c'est qu'il représentait un grand danger.

**Nous y voilà. Ce fichage est une fabrique de l'ennemi intérieur. Il est légitime de cogner et de réprimer préventivement les personnes fichées par la police politique. On peut même les réprimer préventivement, puisqu'ils sont fichés. Pourquoi Jérémy était-il fiché ? Parce qu'il avait participé au blocage d'une étape du tour de France 2022 et avait été condamné à 500 euros d'amende avec sursis. Peu importe, dans les esprits, être « fiché S », c'est presque être terroriste, lié au djihadisme. C'est le même glissement idéologique que le mot « écoterroriste » utilisé pour qualifier les mobilisations contre les mégabassines, visant à défendre l'eau.**

La fiche S, pour « sûreté de l'État », est un sous-fichier du Fichier des personnes recherchées. La catégorie S sert à surveiller les personnes susceptibles de représenter « un trouble à l'ordre public ou une atteinte à la sûreté de l'État » mais « sur lesquels ne repose aucune incrimination pénale ». Sur les milliers de fichés S en France, la plupart n'ont jamais été condamnés. Un « trouble à l'ordre public », cela peut juste être un manifestant régulier, une personne qui s'engage pour l'écologie ou contre le racisme... Quiconque dérange les autorités peut être rangé dans ce fichier par un agent des renseignements. En revanche, le retraité raciste qui a assassiné par balle trois Kurdes en plein Paris avant Noël n'était quant à lui ni « fiché » ni même « connu des services de police » selon Darmanin. Alors même qu'il tenait des propos racistes et qu'il sortait de prison pour une tentative d'assassinat sur des migrants.

Cette opération révèle de bout en bout toute l'ignominie du système en place. De la violence débridée des barbouzes de l'Élysée au fichage politique de militant-es, jusqu'aux médias dominants qui justifient une agression et font le service après vente du pouvoir sur la base de fiches de renseignement.

## 4NANTES : PRÉFET ET PROCUREUR RADICALISÉS

### ► Rafles, ultra-violence et provocations permanentes -

La répression déployée à Nantes n'a pas d'équivalent, à notre connaissance, dans les autres villes depuis le début du mouvement. La contestation ne peut avoir lieu nulle part sans rencontrer une violence extrême et systématique

organisée par des autorités radicalisées.

**En 8 manifestations sur la réforme des retraites, pas une seule n'a pu défiler sans être gazée et chargée. Des centaines de CRS sont envoyés au contact du cortège, dans une évidente stratégie de la tension.**

‡ Dès le mois de janvier, des CRS attaquaient « préventivement » l'avant du cortège étudiant dès le début du défilé à coups de grenades, provoquant de nombreuses blessures et bloquant toute la manifestation. Des militants syndicaux étaient également frappés.

‡ Une semaine plus tard, des paysans conduisant des tracteurs étaient arrêtés et emmenés au poste

‡ La manifestation suivante, c'était une remorque amenant de la nourriture et jouant de la musique qui était arrêtée et ses conducteurs mis en garde à vue pour 24 heures

‡ Samedi 11 mars, la police charge sur une passerelle au dessus de la Loire. Un Street Medic qui tournait le dos aux CRS reçoit deux grenades explosives dans la tête et s'effondre. Son masque de protection et ses lunettes volent en éclat, il a le visage balafré. Sans ces deux couches, il perdait un oeil, voire pire.

‡ Mardi dernier, un groupe d'étudiant.e.s qui rentraient tranquillement à la fac après un blocage étaient nassés, gazés et violentés au bord de l'Erdre. Un véritable guet-apens. Un syndicaliste étudiant était mis en garde à vue, et plusieurs femmes victimes de violences sexuelles lors de fouilles au corps.

‡ Hier mercredi 15 mars, la brutalité est encore montée d'un cran. Des centaines de forces de l'ordre ont empêché la manifestation d'avancer, puis ont organisé une véritable rafle. 34 personnes coincées par les gaz dans une rue sans issue ont été parquées dans des fourgons, emmenés au poste, et toutes placées en garde à vue. C'est le plus grand nombre d'arrestations en France ce jour, et le plus élevé depuis le début du mouvement. Nous apprenons ce midi qu'une partie d'entre elles voient leur enfermement pour "groupement" prolongé de 24 heures supplémentaires.

‡ Après cette rafle, un cortège de la CGT est allé protester vers le commissariat. En chemin, une répression féroce s'est abattue : plusieurs syndicalistes ont été frappés jusqu'au sang, une soignante a eu les côtes cassées à coups de matraque. Massivement gazé, le cortège est reparti pour tenir une Assemblée. Il a de nouveau été attaqué ! Des dizaines d'agents de la BAC ont arrêté plusieurs personnes, des véhicules de police ont foncé dans la foule, manquant de tuer plusieurs personnes. L'Assemblée prévue par les syndicats n'a pas pu avoir lieu.

Il est parfaitement clair qu'à Nantes, les autorités veulent briser physiquement et moralement la contestation.

Dans une infinie perversité, le procureur de Nantes prétend dans la presse qu'un nombre aussi élevé d'arrestations est « le signe que le mouvement se radicalise ». Alors que c'est précisément l'inverse, c'est bien la répression qui se radicalise. Le procureur de Nantes, Renaud Gaudeul, vient d'arriver à Nantes et semble décider à anéantir toute expression sociale. C'est lui qui vient de décider de la reconduction des gardes à vue totalement injustifiées d'hier. Quant au préfet, Fabrice Rigoulet-Roze, il n'est en poste que depuis le mois de janvier 2023, et déploie une stratégie d'une violence toujours plus dure, dans une ville déjà fortement marquée par la répression.

Les organisations syndicales et toutes les forces du mouvement social doivent demander des comptes aux responsables de cette terreur organisée, et cesser de céder aux chantages, intimidations, et parcours dangereux dictés par les autorités.

(posts de Contre Attaque)